



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 04/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCI BRIE LOGISTIQUE (ex PANHARD DEVELOP)

76 rue de Prony
75017 Paris

Référence : E4/24- 1481
Code AIOT : 0006512393

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2024 dans l'établissement SCI BRIE LOGISTIQUE (ex PANHARD DEVELOP) implanté ZA du tuboeuf 21 rue Chappe GESSALIN (ex Route de Chevry) 77170 Brie-Comte-Robert. L'inspection a été annoncée le 03/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a principalement porté sur les points suivants :

- suites de l'inspection réalisée le 21/10/2021 ;
- respect de l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD 1IC 130 du 04/04/2008 et de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCI BRIE LOGISTIQUE (ex PANHARD DEVELOP)
- ZA du tuboeuf 21 rue Chappe GESSALIN (ex Route de Chevry) 77170 Brie-Comte-Robert
- Code AIOT : 0006512393
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation du site est encadrée par l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD 1IC 130 du 04/04/2008,

autorisant la société PANHARD DEVELOPPEMENT à exploiter un entrepôt de produits de grande consommation ou industriels à Brie-Comte-Robert, Parc d'activités du Midi de la Plaine du Bois, Route de Chevry.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 04/04/2008, article 1.5.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	susceptibles d'être polluées	04/04/2008, article 4.3.9		
6	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 04/04/2008, article 7.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.I de l'annexe II	Sans objet
3	Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement	Arrêté Préfectoral du 04/04/2008, article 4.3.3	Sans objet
4	Caractéristiques des rejets	Arrêté Préfectoral du 04/04/2008, article 4.3.6 et 4.3.10	Sans objet
7	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 04/04/2008, article 7.6.3	Sans objet
8	Compartimentage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 6 de l'annexe II	Sans objet
9	Surveillance et contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 25 de l'annexe II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a donné suite aux points soulevés lors de l'inspection du 21/10/2021. Cependant, il devra apporter des réponses sur les points de contrôle n° 2, 5 et 6 relativement relatifs au porter à connaissance, aux eaux pluviales susceptibles d'être polluées et à l'entretien des moyens d'intervention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.I de l'annexe II
Thème(s) : Autre, État des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté l'état des stocks du 13/06/2024 conforme à l'arrêté ministériel susvisé.

Les documents (état des matières stockées et plan général des stockages) sont disponibles au poste de garde du site et accessibles à tout moment.

Le jour de la visite, aucun produit dangereux n'était stocké sur site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2008, article 1.5.1

Thème(s) : Autre, Porter à connaissance

Prescription contrôlée :

Article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 04/04/2008 :

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance de préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Courrier préfectoral du 09/11/2021 :

L'exploitant adresse à l'inspection un porter à connaissance relatif aux mezzanines.

Ce porter à connaissance devra également concerner la collecte des effluents liquides.

Constats :

Dans sa réponse au courrier préfectoral du 09/11/2021, l'exploitant a transmis un porter à connaissance relatif aux mezzanines.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit compléter le porter à connaissance concernant les mezzanines sur les points suivants : désenfumage et évacuation. Ce dernier devra également identifier les modifications à apporter au niveau de l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD 1IC 130 du 04/04/2008.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2008, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement
Prescription contrôlée : Article 4.3.3 de l'arrêté préfectoral du 04/04/2008 : La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise. Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment). Les séparateurs d'hydrocarbures sont vidangés autant que de besoin et au minimum selon une fréquence annuelle. Courrier préfectoral du 09/11/2021 : L'exploitant adresse à l'inspection le justificatif de levée des 2 non-conformités identifiées dans le rapport de nettoyage du séparateur d'hydrocarbures réalisé le 19/10/2022.
Constats : Par courriel du 16/12/2022, l'exploitant a transmis le bon d'intervention de la société FAUCHE justifiant de la reprise des câbles d'alimentation du coffret de la vanne martellière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Caractéristiques des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2008, article 4.3.6 et 4.3.10
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques des rejets
Prescription contrôlée : Article 4.3.6 de l'arrêté préfectoral du 04/04/2008 : Les effluents rejetés doivent être exempts : - de matières flottantes, - de produits susceptibles de dégager en égoût ou dans le milieu naturel directement ou

indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : <30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l.

Article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral du 04/04/2008 :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : n° 2 et 3 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

Paramètres Concentrations maximales (mg/l)

MES 35

DBO5 5

DCO 25

Hydrocarbures 5

Courrier préfectoral du 09/11/2021 : L'exploitant réalise un contrôle des rejets aqueux et en adresse les résultats à l'inspection.

Constats :

Par courriel du 16/12/2022, l'exploitant a transmis les résultats du contrôle des rejets aqueux du site réalisé le 04/04/2022. Les résultats respectent les valeurs limites imposées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2008, article 4.3.9

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Courrier préfectoral du 09/11/2021 : L'exploitant réalise une étude technico-économique afin de présenter à l'inspection les modalités les plus pertinentes de collecte des eaux non polluées et des eaux susceptibles d'être polluées. L'exploitant porte les conclusions à la connaissance de l'inspection.

Constats :

Pour rappel, les réseaux de collecte des eaux de toitures (eaux pluviales non polluées) ont été directement reliés aux réseaux de collecte des eaux de voiries (eaux pluviales susceptibles d'être polluées) lors de la création du site et contrairement à ce qui avait été précisé dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter initial.

Dans sa réponse au courrier préfectoral du 09/11/2021, l'exploitant indique que le coût de création d'un réseau séparatif de collecte des eaux pluviales de toiture a été évalué à 698 000 € auquel il y aura lieu d'ajouter le dédommagement des pertes d'exploitation, du fait des travaux.

En conséquence et compte tenu du coût exorbitant de ces travaux, l'exploitant :

- a fait réaliser un relevé de géomètre qui a permis de déterminer le volume de rétention disponible en prenant en compte une hauteur d'eau de 20 cm au maximum dans les cours camions (260 m³) et le volume disponible dans les réseaux (1807 m³), soit un total de 1807 m³,
- a actualisé le calcul du volume de rétention des eaux, selon la méthode D9A, en prenant en considération la récupération des eaux des surfaces étanchées du site, soit 66650 m², et la présence de cuves sprinkler de 962 m³ et non de 480 m³ comme initialement envisagé dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter initial. Ce document D9A aboutit à un besoin de rétention de 2791 m³.
- indique avoir fait réaliser des tests de perméabilité dans le bassin d'infiltration situé au sud-ouest, en préalable à l'étude du dimensionnement du séparateur d'hydrocarbures et à l'étude du volume de rétention. Ces tests ont mis en évidence de bonnes capacités d'infiltration.
- a fait actualiser le dimensionnement du séparateur d'hydrocarbures et a pris contact avec le fabricant afin de confirmer son dimensionnement ;
- indique qu'il manque en conséquence 951 m³ pour la rétention et que pour compléter le volume, quatre solutions sont envisagées pour la gestion des eaux incendie :
 - création d'un bassin de confinement angle sud du bâtiment,
 - création d'un ouvrage hydraulique au sud-est du bâtiment,
 - création d'un bassin de confinement angle ouest du bâtiment,
 - utilisation des cuves enterrées dédiées à la rétention des liquides inflammables et création d'un bassin supplémentaire de 542 m³ selon une des solutions ci-dessus.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre un rapport à connaissance concernant la collecte des effluents liquides.

Ce dernier devra :

- préciser les travaux de mise en conformité envisagés et le calendrier de réalisation des travaux associés,
- identifier les modifications à apporter au niveau de l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD 11C 130 du 04/04/2008.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2008, article 7.6.2

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Article 7.6.2 de l'arrêté préfectoral du 04/04/2008 :

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant procède semestriellement à des essais et visites périodiques du matériel et des moyens de secours (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, ... notamment).

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les documents suivants :

- le rapport de contrôle des extincteurs du 31/05/2024 ;
- le rapport de contrôle des RIA du 08/02/2024. Les observations mentionnées dans le rapport ont été levées par l'exploitant.
- le rapport de vérification des portes coupe-feu réalisée du 02 au 05/04/2024. L'exploitant a présenté un devis validé le 11/06/2024 relatif aux travaux de mise en conformité des portes coupe-feu.
- le rapport de vérification du système de désenfumage du 14/11/2023 et la facture relative aux travaux réalisés suite au contrôle ;
- le rapport de vérification semestrielle du système d'extinction automatique d'incendie du 06/03/2024 faisant état d'une non-conformité relative au réglage du moteur. L'exploitant a indiqué être en attente d'une date d'intervention pour la levée de cette non-conformité.
- le rapport de vérification du système de sécurité incendie du 23/03/2024 qui conclut quant au bon fonctionnement de l'installation ;
- le rapport de vérification des poteaux incendie du 22/06/2023. Ce rapport n'appelle pas de remarque de l'inspection.
- le rapport de vérification des installations électriques de 01/2024 et les justificatifs de levée des deux non-conformités mentionnées dans le rapport. L'exploitant a également présenté le dernier Q18 délivré en 01/2024 qui précise que l'installation ne peut pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion.

S'agissant de la détection gaz des ateliers de charge, l'exploitant a indiqué que le contrôle est prévu le 04/07/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection :

- les éléments justifiant de la levée de la non-conformité mentionnée dans le rapport de vérification semestrielle du système d'extinction automatique d'incendie du 06/03/2024 ;
- le rapport de vérification de la détection gaz des ateliers de charge et justifier, le cas échéant, de la levée des non-conformités et/ou observations mentionnées dans le rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2008, article 7.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau

Prescription contrôlée :

Article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 04/04/2008 :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- [...] ;
- d'une réserve d'eau fixe (bassin, citerne, ...) répondant aux caractéristiques suivantes :
- la capacité minimale réellement utilisable est de 360 m³ en toutes circonstances,
- la réserve est disponible et accessible en permanence, l'eau contenue est propre et compatible avec les pompes des engins des sapeurs-pompiers,
- la distance entre la réserve et le risque à défendre est la même que celle définie pour les hydrants,
- la hauteur d'aspiration géométrique, dans les conditions les plus défavorables, est inférieure à 6

mètres (cas des réserves aériennes),
- la réserve dispose d'une plate-forme d'aspiration.

[...]

Sur les façades Nord-Ouest et Sud-Est, des aires de mise en station des échelles aériennes accessibles par une voie de trois mètres de large minimum sont mises en place au droit de chaque mur coupe-feu séparant les cellules. Ces aires de mise en station des échelles aériennes répondent aux caractéristiques suivantes :

- longueur minimale : 10 mètres,
- largeur libre de la chaussée portée à 7 mètres,
- pente maximum ramenée à 10 %,
- résistance au poinçonnement de 100 kN sur une surface circulaire de 0,20 mètre de diamètre.

Afin de pouvoir défendre au mieux les murs coupe-feu d'isolement, les aires de mise en station des échelles aériennes doivent être situées au plus près du bâtiment avec un retrait minimal de un mètre.

Courrier préfectoral du 09/11/2021 :

L'exploitant met en conformité les aires de mise en station des échelles de façon à disposer d'aires en face de chaque mur coupe-feu pour les deux façades, à l'exclusion des murs au droit desquels se trouve un bloc de bureau.

L'exploitant réalise des travaux afin de disposer de trois plateformes d'aspiration conformes (en surface et avec pour chaque plateforme une canne d'aspiration dédiée, et comme indiqué dans le dossier de demande d'autorisation initial du 27/10/2006 et dans l'avis du SDIS du 16/03/2007).

Constats :

Par courrier du 16/12/2022, l'exploitant a transmis le devis correspondant à la réalisation de 3 aires d'aspiration de 4 x 8 m, dotée chacune d'une aire d'aspiration conforme à la fiche technique II.10 du règlement départemental de Seine-et-Marne et d'une colonne fixe d'aspiration conforme à la fiche technique II.11 de ce même règlement. Ce devis a été validé le 11/03/2022.

Lors de la visite, l'inspection a pu constater que les travaux de mise en conformité ont été réalisés.

S'agissant des aires de mise en station des échelles du site, l'exploitant a justifié, dans sa réponse au courrier préfectoral du 09/11/2021, qu'elles présentent toutes une largeur minimale de 7 mètres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Compartimentage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 6 de l'annexe II

Thème(s) : Autre, Compartimentage

Prescription contrôlée :

Article 6 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 :

[...] le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation [...].

Courrier préfectoral du 09/11/2021 :

En application de l'article 6 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, "le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ". L'exploitant justifie la réalisation auprès de l'inspection.

Constats :

Par courriel du 16/12/2022, l'exploitant a transmis le devis de mise en place de l'indication, à chaque extrémité des murs coupe-feu séparatifs, du degré de résistance au feu desdits murs. Ce devis a été validé le 11/03/2022.

Le jour de la visite, l'inspection a pu constater que les travaux ont été réalisés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance et contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 25 de l'annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et contrôle des accès

Prescription contrôlée :

Article 25 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 :

En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 01/01/2021.

Courrier préfectoral du 09/11/2021 :

L'exploitant modifie le contrôle des accès, afin que l'intégralité du site ne soit pas en accès libre en heures ouvrées et en justifie à l'inspection.

Constats :

Par courriel du 16/12/2022, l'exploitant proposait de mettre en place une clôture en grillage rigide de 1,93 m de haut, avec portillon piétons, autour de la barrière existante. La barrière existante sera maintenue fermée et son ouverture sera commandée par le gardien ou par une solution équivalente.

Lors de la visite, l'inspection a pu constater que les travaux de sécurisation de l'accès ont été réalisés.

Type de suites proposées : Sans suite